



Rapport du premier trimestre

Exercice 2026

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025

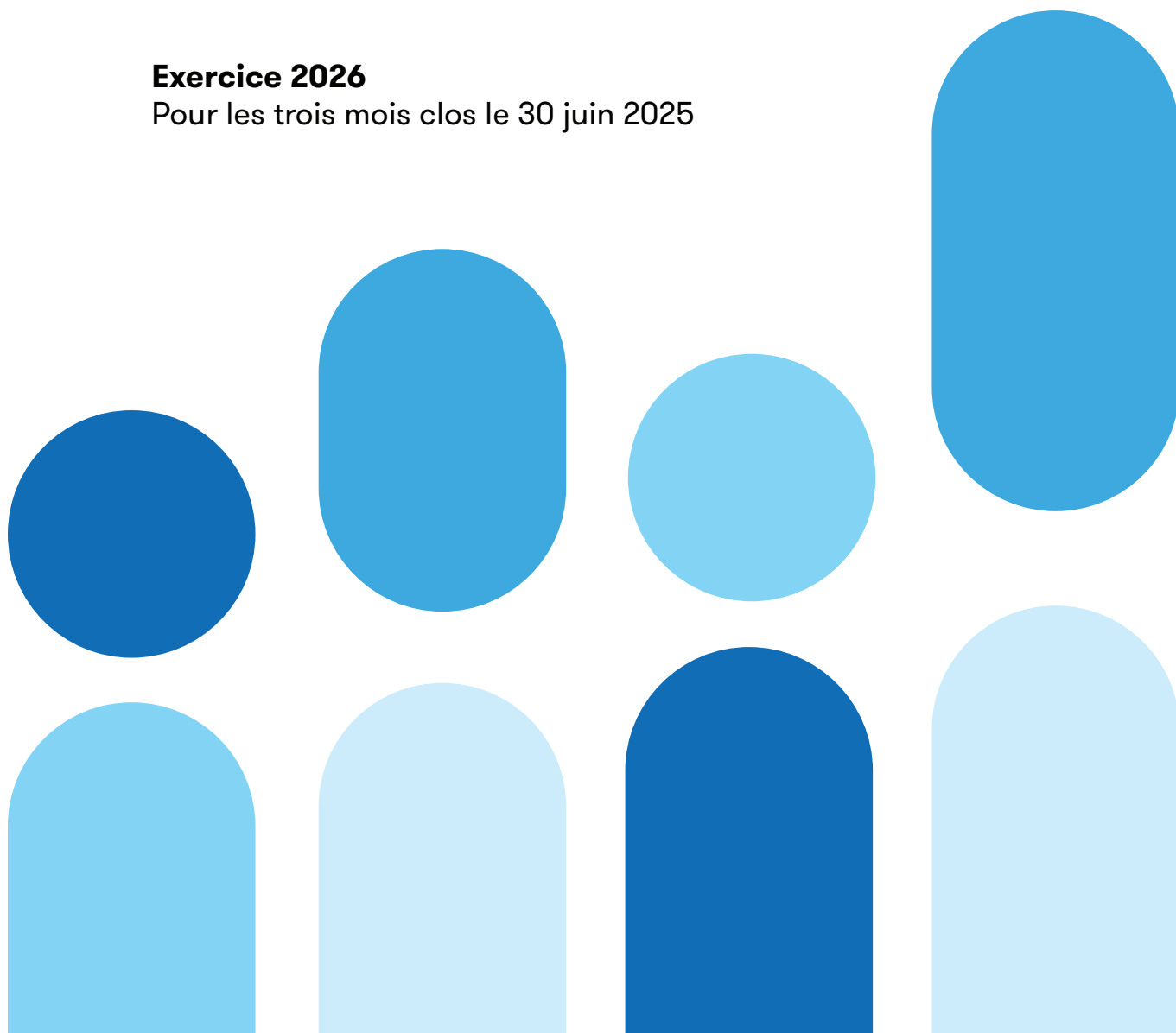


TABLE DES MATIÈRES

Survol	3	Résultats financiers des trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024	12
Principaux indicateurs de rendement	3	Rendement des secteurs d'activité	15
Faits saillants des résultats financiers et des activités	4	Situation de trésorerie et ressources en capital pour les trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024	22
Principales informations financières consolidées	6	États financiers consolidés intermédiaires non audités	27
Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS	7		

BASE D'ÉTABLISSEMENT ET INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent document, qui comprend le rapport financier trimestriel et le rapport de gestion trimestriel de Groupe Stingray Inc. (« Stingray » ou la « société »), doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et aux notes y afférentes pour les trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024 et aux plus récents états financiers consolidés audités de la société et au rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025. Le présent rapport de gestion est basé sur les renseignements dont la société disposait au 5 août 2025. Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur SEDAR, au www.sedar.com. Les auditeurs de la société n'ont pas procédé à l'examen du rapport financier intermédiaire pour les trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Cette information prospective comprend, sans toutefois s'y limiter, des énoncés concernant les attentes de la direction au sujet de la croissance, des résultats d'exploitation et de la performance futurs de la société, ainsi que de ses perspectives d'affaires. Cette information prospective porte, entre autres, sur nos objectifs et sur les stratégies mises en œuvre pour les atteindre ainsi que sur nos opinions, nos projets, nos attentes, nos prévisions, nos estimations et nos intentions, et elle peut comprendre d'autres énoncés de nature prévisionnelle, ou qui dépendent d'événements ou de conditions à venir ou s'y rapportant. On reconnaît les énoncés contenant de l'information prospective à l'emploi de mots et d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « supposer », « avoir l'intention de », « planifier », « croire », « estimer », « indications », « continuer », entre autres, ainsi qu'à l'utilisation du futur et du conditionnel, bien que ce ne soit pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ce genre de formulations. De plus, les énoncés faisant référence à des attentes, à des prévisions ou à d'autres interprétations d'événements ou de circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les énoncés qui contiennent de l'information prospective ne sont pas des déclarations factuelles, mais reflètent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

Bien que la direction soit d'avis que les énoncés prospectifs reflètent des attentes raisonnables, ils reposent sur ses opinions, ses hypothèses et ses estimations à la date de leur formulation et sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient donner lieu à des événements ou à des résultats réels sensiblement différents de ceux qui y sont exprimés. Ces facteurs comprennent, entre autres, les risques présentés dans la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 mars 2025, disponible sur SEDAR.

De plus, si l'une ou l'autre des hypothèses ou des estimations de la direction devait se révéler inexacte, les résultats et les événements réels pourraient probablement différer, voire sensiblement, de ceux exprimés de façon explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion. Ces hypothèses comprennent, entre autres, celles qui suivent : notre capacité à générer des produits suffisants tout en contrôlant nos coûts et nos dépenses; notre capacité à gérer efficacement notre croissance; l'absence de changements défavorables importants dans notre secteur d'activité ou dans l'économie mondiale; les tendances dans notre secteur d'activité et sur nos marchés; l'absence de changements à la législation, aux politiques administratives ou aux exigences réglementaires applicables à nos activités, y compris en ce qui concerne nos licences du CRTC; de légères modifications apportées au service de programmation sonore payant offert par les fournisseurs de télévision payante à la lumière des décisions d'orientation récentes du CRTC; notre capacité à gérer les risques de l'expansion internationale; notre capacité à entretenir de bonnes relations d'affaires avec nos clients, nos mandataires et nos partenaires; notre capacité à élargir notre infrastructure de vente et de distribution et nos réseaux de commercialisation; notre capacité à concevoir des produits et des technologies en phase avec l'évolution continue de la technologie et des normes industrielles, des produits de la concurrence et des préférences et exigences des clients; notre capacité à protéger notre technologie et nos droits de propriété intellectuelle; notre capacité à gérer et à intégrer les acquisitions; notre capacité à retenir les employés clés; et notre capacité à obtenir du financement suffisant, par emprunt ou par capitaux propres, pour soutenir la croissance de nos activités. Les acquéreurs éventuels sont donc priés de ne pas s'en remettre sans réserve à ces énoncés. Cette mise en garde vise toute l'information prospective figurant dans le présent rapport de gestion. Les énoncés en question sont formulés uniquement en date du présent rapport de gestion. La société décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier ces énoncés prospectifs, ou les facteurs ou les hypothèses qui les sous-tendent, que ce soit pour tenir compte de faits nouveaux ou d'événements ultérieurs ou pour quelque autre raison, à moins que la loi ne l'y oblige.

SURVOL

Stingray (TSX : RAY.A; RAY.B) est une société internationale de musique, de médias et de technologie qui joue un rôle de premier plan dans les secteurs de la télédiffusion, de la diffusion en continu, de la radio, des services aux entreprises et de la publicité. Stingray propose un vaste éventail de services musicaux, numériques et publicitaires à des marques établies dans le monde entier, y compris des chaînes télévisées et audio, 97 stations de radio, du contenu vidéo à la demande par abonnement, des chaînes FAST, des produits de karaoké, des applis musicales, ainsi que du contenu d'infodivertissement à bord et en voiture. Stingray Affaires, une division de Stingray, offre des solutions commerciales de musique, de publicité en magasin et d'affichage numérique, de même que des données et des rétroactions fondées sur l'IA qui facilitent la compréhension des consommateurs. Stingray Advertising, le plus vaste réseau de publicité audio en magasin d'Amérique du Nord, diffuse des publicités audio numériques dans plus de 30 000 grands magasins. Stingray emploie plus de 1 000 personnes dans le monde et joint 540 millions de consommateurs dans 160 pays. Pour en savoir plus : www.stingray.com.

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENDEMENT

Trimestre clos le 30 juin 2025 (le « premier trimestre de 2026 » ou « T1 2026 »)

95,6 M\$ ▲ 7,4 % par rapport au T1 2025 Produits	16,8 M\$ ▲ 130,1 % par rapport au T1 2025 Bénéfice net ou 0,24 \$ par action – dilué	19,0 M\$ ▲ 76,6 % par rapport au T1 2025 Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou 0,28 \$ par action – dilué ¹⁾
33,7 M\$ ▲ 8,3 % par rapport au T1 2025 BAIIA ajusté ¹⁾	21,3 M\$ ▲ 53,0 % par rapport au T1 2025 Bénéfice net ajusté ¹⁾ ou 0,31 \$ par action – dilué ¹⁾	18,8 M\$ ▲ 21,6 % par rapport au T1 2025 Flux de trésorerie disponibles ajustés ¹⁾ ou 0,27 \$ par action – dilué ¹⁾

Notes :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS ET DES ACTIVITÉS

Faits saillants du premier trimestre clos le 30 juin 2025

Comparaison avec le trimestre clos le 30 juin 2024 (le « premier trimestre de 2025 » ou « T1 2025 ») :

- Les produits ont augmenté de 7,4 % pour atteindre 95,6 millions de dollars, comparativement à 89,1 millions de dollars.
- Le BAIIA ajusté¹⁾ a augmenté de 8,3 % pour s'établir à 33,7 millions de dollars, comparativement à 31,1 millions de dollars. Le BAIIA ajusté¹⁾ par secteur s'est chiffré à 24,4 millions de dollars ou 39,8 % des produits pour le secteur Diffusion et musique pour entreprises, à 11,0 millions de dollars ou 32,3 % des produits pour le secteur Radio et à (1,8) million de dollars pour le secteur Siège social.
- Le bénéfice net a totalisé 16,8 millions de dollars (0,24 \$ par action – dilué), par rapport à un bénéfice net de 7,3 millions de dollars (0,11 \$ par action – dilué).
- Le bénéfice net ajusté¹⁾ s'est accru de 53,0 % pour atteindre 21,3 millions de dollars (0,31 \$ par action – dilué), contre 13,9 millions de dollars (0,20 \$ par action – dilué).
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont établis à 19,0 millions de dollars (0,28 \$ par action – dilué), comparativement à 10,8 millions de dollars (0,16 \$ par action – dilué).
- Les flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾ se sont chiffrés à 18,8 millions de dollars (0,27 \$ par action – dilué), comparativement à 15,5 millions de dollars (0,22 \$ par action – dilué).
- Le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma¹⁾ s'est établi à 2,24 fois, contre 2,77 fois.
- 342 000 actions ont été rachetées et annulées pour un total de 3,1 millions de dollars.

Notes :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Autres faits saillants des activités pour le premier trimestre et événements postérieurs à la clôture

- Le 5 août 2025, la société a déclaré un dividende de 0,075 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Ce dividende sera payable le 15 septembre 2025 ou vers cette date aux actionnaires inscrits le 29 août 2025.
- Le 4 août 2025, la société a annoncé l'acquisition de tous les actifs de The Singing Machine Company pour renforcer son offre de Karaoké en voiture avec des micros intégrés.
- Le 24 juillet 2025, la société a annoncé le lancement de six nouvelles chaînes FAST (Free Ad-Supported Streaming TV) sur WatchFree+, le service de streaming gratuit de VIZIO. Cette expansion enrichit l'offre de Stingray sur la plateforme, offrant aux consommateurs de VIZIO une gamme encore plus large d'expériences musicales soigneusement sélectionnées.
- Le 7 juillet 2025, Stingray a annoncé que l'honorable Jean Charest, ancien premier ministre du Québec et vice-premier ministre du Canada, a été proposé comme candidat à l'élection au Conseil d'administration lors de l'Assemblée générale annuelle (AGA) de Stingray, qui se tiendra le 6 août 2025. M. Charest est l'une des figures politiques les plus connues du Canada.
- Le 26 juin 2025, la société a annoncé le lancement d'une série de nouvelles chaînes Stingray Musique en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Philippines, à Singapour et en Thaïlande sur Samsung TV Plus, le service de streaming TV gratuit avec publicité (FAST) de Samsung.
- Le 12 juin 2025, Stingray a annoncé sa contribution dans la grande ouverture de la succursale phare de BMO au CF Toronto Eaton Centre. Cette succursale ultramoderne, offrant une gamme complète de services, fait appel aux solutions d'affichage numérique novatrices de Stingray Affaires pour rehausser l'expérience client.
- Le 11 juin 2025, la société a annoncé le lancement de quatre nouvelles chaînes de télévision en streaming gratuites avec publicité (FAST) sur TCLtv+, un service de streaming gratuit disponible sur les téléviseurs intelligents TCL en Amérique du Nord. Cette expansion augmente l'offre de Stingray sur la plateforme, offrant aux utilisateurs une gamme encore plus large d'expériences musicales soigneusement sélectionnées.
- Le 13 mai 2025, la société a annoncé la fermeture des stations de télévision CITL-TV/CKSA-TV à Lloydminster, en Alberta.
- Le 15 avril 2025, la société a annoncé un partenariat avec la société de mobilité autonome Zoox. Cette collaboration promet de bonifier l'expérience des passagers des robotaxis de Zoox en leur proposant une sélection musicale éclectique.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	3 mois					
	30 juin 2025		30 juin 2024		31 mars 2025	
	T1 2026		T1 2025		T4 2025	
	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits
Produits	95 637	100,0 %	89 070	100,0 %	96 008	100,0 %
Charges d'exploitation	65 843	68,8 %	58 966	66,2 %	66 732	69,5 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	7 571	7,9 %	7 336	8,2 %	8 076	8,4 %
Charges financières (produits financiers), montant net ¹⁾	(2 754)	(2,9) %	9 099	10,2 %	9 516	9,9 %
Variation de la juste valeur des placements	37	– %	(42)	0,0 %	2	– %
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	300	0,3 %	2 052	2,3 %	(210)	(0,2) %
Perte (profit) sur la sortie d'un placement	450	0,5 %	–	– %	(845)	(0,9) %
Autres produits	–	– %	–	– %	(24)	– %
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	1 515	1,7 %	841	0,9 %	4 129	4,3 %
Bénéfice avant impôts	22 675	23,7 %	10 818	12,2 %	8 632	9,0 %
Impôts	5 892	6,2 %	3 523	4,0 %	977	1,0 %
Bénéfice net	16 783	17,5 %	7 295	8,2 %	7 655	8,0 %
BAIIA ajusté²⁾	33 656	35,2 %	31 070	34,9 %	35 027	36,5 %
Bénéfice net ajusté²⁾	21 311	22,3 %	13 933	15,6 %	18 568	19,3 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	18 987	19,9 %	10 750	12,1 %	39 720	41,4 %
Flux de trésorerie disponibles ajustés²⁾	18 797	19,7 %	15 462	17,4 %	18 411	19,2 %
Dette nette²⁾	325 921	–	362 251	–	327 381	–
Ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma²⁾	2,24x	–	2,77x	–	2,28x	–
Bénéfice net par action – de base	0,25	–	0,11	–	0,11	–
Bénéfice net par action – dilué	0,24	–	0,11	–	0,11	–
Bénéfice net ajusté par action – de base et dilué ²⁾	0,31	–	0,20	–	0,27	–
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action – de base et dilué ²⁾	0,28	–	0,16	–	0,58	–
Flux de trésorerie disponibles ajustés par action – de base ²⁾	0,28	–	0,23	–	0,27	–
Flux de trésorerie disponibles ajustés par action – dilué ²⁾	0,27	–	0,22	–	0,27	–
Produits par secteur						
Diffusion et musique pour entreprises	61 420	64,2 %	56 845	63,8 %	64 585	67,3 %
Radio	34 217	35,8 %	32 225	36,2 %	31 423	32,7 %
Produits	95 637	100,0 %	89 070	100,0 %	96 008	100,0 %
Produits par région						
Canada	49 535	51,8 %	49 014	55,0 %	46 793	48,7 %
États-Unis	35 153	36,8 %	27 952	31,4 %	38 013	39,6 %
Autres pays	10 949	11,4 %	12 104	13,6 %	11 202	11,7 %
Produits	95 637	100,0 %	89 070	100,0 %	96 008	100,0 %

Notes :

- 1) Les intérêts payés ont été de 5,0 millions de dollars au T1 2026 (6,0 millions de dollars au T1 2025 et 5,3 millions de dollars au T4 2025).
- 2) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La société utilise des mesures et des ratios non conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs des mesures supplémentaires pour évaluer et mesurer sa performance et sa situation financière d'une période à l'autre. La société estime qu'il s'agit de mesures supplémentaires importantes qui éliminent les éléments ayant moins d'incidence sur la performance de ses activités principales et pouvant potentiellement fausser l'analyse des tendances de sa performance et de sa situation financière. Elle utilise également des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des performances financières d'une période à l'autre, pour préparer les budgets et les prévisions annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction. La société estime que ces mesures financières non conformes aux IFRS s'ajoutent aux mesures financières préparées conformément aux IFRS pour permettre aux investisseurs d'évaluer les résultats de la société, sa performance sous-jacente et ses perspectives d'avenir d'une manière similaire à celle de la direction.

Les mesures financières non conformes aux IFRS présentées ci-après ne sont pas des mesures du bénéfice ni des flux de trésorerie reconnues par les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et elles n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont priés de noter que les mesures financières non conformes aux IFRS ne doivent pas être interprétées comme des substituts du bénéfice net établi selon les IFRS en tant qu'indicateurs de notre rendement, ni des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en tant que mesures de la trésorerie ou des flux de trésorerie.

BAIIA ajusté

La société estime que le BAIIA ajusté fournit aux investisseurs des informations utiles, car il s'agit d'une mesure courante dans le secteur et qu'il s'agit également d'une mesure clé de la performance financière de la société, sans la variation causée par les incidences des éléments détaillés ci-dessous, car il fournit une indication de la capacité de la société à saisir les occasions de croissance de manière rentable, à financer ses activités courantes et à servir sa dette à long terme. Il s'entend du bénéfice avant les charges financières nettes (les produits financiers nets), les impôts, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la rémunération fondée sur des actions, la charge liée aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées, la variation de la juste valeur des placements, la dépréciation du goodwill, la quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées, la perte (le profit) sur la sortie d'un placement, les autres produits, de même que les coûts d'acquisition, les frais juridiques, les charges de restructuration et les autres charges. La société estime que le BAIIA ajusté est une mesure importante pour l'analyse de sa rentabilité, abstraction faite des décisions relatives au financement, des éléments hors trésorerie et des stratégies fiscales. La société présente également cette mesure non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celle-ci est couramment utilisée par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qu'utilise la direction pour analyser la rentabilité de la société et faciliter la comparaison entre les périodes. Elle correspond au BAIIA ajusté d'une période donnée, divisé par les produits de cette période. La société estime que la marge du BAIIA ajusté est une mesure importante pour l'analyse de sa rentabilité, abstraction faite des décisions relatives au financement, des éléments hors trésorerie et des stratégies fiscales. La société présente également ce ratio non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celui-ci est couramment utilisé par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont une mesure non conforme aux IFRS qu'utilise la direction pour évaluer la trésorerie générée compte tenu des dépenses d'investissement et des sorties de trésorerie qui soutiennent les activités de la société. Il s'agit d'une mesure utile qui démontre la trésorerie disponible pour procéder à des acquisitions d'entreprises, verser des dividendes et réduire la dette. En outre, la direction y a recours pour indiquer la solidité financière et la liquidité de la société. Elle s'entend du montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminué des dépenses d'investissement, des intérêts payés, du remboursement d'obligations locatives, de la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation ainsi que des pertes ou profits non réalisés sur change, abstraction faite des coûts d'acquisition, des frais juridiques et des charges de restructuration et autres charges. Voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure financière conforme aux IFRS la plus facilement comparable.

Flux de trésorerie disponibles ajustés par action

Les flux de trésorerie disponibles ajustés par action s'entendent des flux de trésorerie disponibles ajustés d'une période donnée, divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base ou après dilution. La direction a recours à cette mesure parce qu'elle constitue un indicateur de la solidité financière et de la liquidité par action de la société et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes de présentation de l'information financière.

Bénéfice net ajusté

Le bénéfice net ajusté est une mesure non conforme aux IFRS utilisée par la direction comme autre mesure de la rentabilité de la société, puisqu'il fournit des indicateurs de la performance utiles. La société estime que le bénéfice net ajusté est utile aux investisseurs, car il permet de repérer les tendances sous-jacentes des activités de la société qui pourraient autrement être masquées par certaines radiations, charges, produits ou recouvrements qui peuvent varier d'une période à l'autre. La société estime que le bénéfice net ajusté est une mesure importante, car elle montre des résultats stables, ce qui permet aux utilisateurs des états financiers de mieux évaluer la trajectoire de rentabilité de l'entreprise. Il est obtenu en retranchant du bénéfice net les profits ou pertes non réalisés sur les instruments financiers dérivés, l'amortissement des immobilisations incorporelles, les profits ou pertes liés à la variation de la juste valeur des placements, la rémunération fondée sur des actions, les charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et les unités d'actions différées, la dépréciation du goodwill, la quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées, la perte (le profit) sur la sortie d'un placement, les autres produits et les coûts d'acquisition, les frais juridiques, les charges de restructuration et autres charges, et l'incidence fiscale de ces ajustements. Voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure financière conforme aux IFRS la plus facilement comparable.

Bénéfice net ajusté par action

Le bénéfice net ajusté est un ratio non conforme aux IFRS utilisé par la direction pour évaluer la performance financière par action et pour faciliter la comparaison entre les périodes. Le bénéfice net ajusté par action s'entend du bénéfice net ajusté d'une période donnée, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base ou après dilution.

BAIIA ajusté DDM

Le BAIIA ajusté des douze derniers mois (DDM) est une mesure non conforme aux IFRS qui représente le BAIIA ajusté d'un trimestre donné, additionné du BAIIA ajusté des trois trimestres précédant immédiatement ce trimestre de référence. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté DDM est une mesure utile de la performance financière de la société pour les douze derniers mois.

BAIIA ajusté pro forma

Le BAIIA ajusté pro forma est une mesure non conforme aux IFRS qui correspond au BAIIA ajusté DDM, compte tenu du BAIIA ajusté des acquisitions réalisées pour les mois précédant ces acquisitions, du montant estimé des synergies sur le plan des produits et des économies de coûts découlant de ces acquisitions. De plus, le BAIIA ajusté pro forma tient compte de l'incidence sur douze mois de ces importantes mesures de réduction des coûts, des mesures de restructuration ainsi que des nouvelles embauches dans l'équipe des ventes des divisions dont la croissance est la plus rapide. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté pro forma offre aux investisseurs un indicateur financier utile pour l'appréciation et l'évaluation de la performance financière de la société entre les périodes, en tenant compte de l'incidence des acquisitions et des initiatives de réduction de coûts, en présupant que celles-ci sont survenues à l'ouverture de l'exercice, de même que de l'incidence de certains événements autrement non récurrents. La société présente également cette mesure non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celle-ci est couramment utilisée par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Les ajustements pour arriver au BAIIA ajusté pro forma sont basés sur des estimations et des hypothèses faites par la direction qui sont intrinsèquement incertaines, bien qu'elle les considère comme raisonnables, et soumises à des incertitudes et à des éventualités commerciales, économiques et concurrentielles importantes, qui sont toutes difficiles à prévoir et dont beaucoup sont indépendantes de notre volonté. Le BAIIA ajusté des acquisitions pour les mois précédant ces acquisitions est basé sur les livres et les registres internes dont dispose la direction et a été déterminé conformément à la définition utilisée par la société. Les montants excluent certaines charges non récurrentes qui ont été ou seront engagées dans le cadre de ces acquisitions, y compris les honoraires nécessaires pour réaliser les acquisitions. Les mesures de réduction des coûts et de restructuration reposent sur certaines estimations et hypothèses et ne doivent pas être considérées comme une représentation par la société ou toute autre personne que la société atteindra ces résultats. Le BAIIA ajusté pro forma est présenté à titre d'information uniquement et ne prétend pas représenter les résultats de la société si les acquisitions avaient été effectuées par la société à l'ouverture de la période présentée. Cette mesure n'est pas non plus destinée à projeter les résultats pour toute date ou période future. Par conséquent, le lecteur doit faire preuve de prudence dans l'interprétation de cette mesure financière et ne doit pas s'y fier indûment.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure non conforme aux IFRS qui correspond à la facilité de crédit, y compris sa partie courante, et à la dette subordonnée de la société, diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la société. La direction s'en sert pour surveiller le montant de la dette à une date donnée, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et en tant qu'indicateur de la situation financière globale de la société.

Ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma

Le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette, divisée par le BAIIA ajusté pro forma. La société estime que le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma est une mesure importante pour analyser sa capacité à rembourser sa dette sur une base annualisée, compte tenu du BAIIA ajusté annualisé, des synergies découlant des acquisitions et des mesures durables de réduction de coûts effectuées au cours des 12 derniers mois.

RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté pro forma, le BAIIA ajusté DDM, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, les flux de trésorerie disponibles ajustés par action, la dette nette et le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma constituent des mesures non conformes aux IFRS.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement du bénéfice net avec le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le BAIIA ajusté DDM et le BAIIA ajusté pro forma :

	3 mois		
	30 juin 2025	30 juin 2024	31 mars 2025
(en milliers de dollars canadiens)	T1 2026	T1 2025	T4 2025
Bénéfice net	16 783	7 295	7 655
Charges financières (produits financiers), montant net	(2 754)	9 099	9 516
Variation de la juste valeur des placements	37	(42)	2
Impôts	5 892	3 523	977
Amortissement et radiation d'immobilisations corporelles	1 865	2 075	1 941
Amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation	1 148	1 090	1 020
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 558	4 171	5 115
Rémunération fondée sur des actions	(270)	130	111
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	4 132	836	5 640
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	300	2 052	(210)
Perte (profit) sur la sortie d'un placement	450	-	(845)
Autres produits	-	-	(24)
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	1 515	841	4 129
BAIIA ajusté	33 656	31 070	35 027
Marge du BAIIA ajusté	35,2 %	34,9 %	36,5 %
Bénéfice net	16 783	7 295	7 655
<i>Ajustements :</i>			
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur les instruments dérivés	(4 535)	1 053	1 010
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 558	4 171	5 115
Variation de la juste valeur des placements	37	(42)	2
Rémunération fondée sur des actions	(270)	130	111
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	4 132	836	5 640
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	300	2 052	(210)
Perte (profit) sur la sortie d'un placement	450	-	(845)
Autres produits	-	-	(24)
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	1 515	841	4 129
Charge d'impôt liée aux ajustements détaillés ci-dessus	(1 659)	(2 403)	(4 015)
Bénéfice net ajusté	21 311	13 933	18 568
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	68 758	69 209	68 807
Bénéfice net ajusté par action – dilué	0,31	0,20	0,27
	30 juin 2025	30 juin 2024	31 mars 2025
(en milliers de dollars canadiens)			
BAIIA ajusté DDM	144 785	128 659	142 199
Initiatives de réduction des coûts durables	773	2 309	1 046
BAIIA ajusté pour les mois précédant l'acquisition de The Coda Collection qui n'a pas été déjà pris en compte dans les résultats	-	-	150
BAIIA ajusté pro forma	145 558	130 968	143 395

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles ajustés :

	3 mois		
	30 juin 2025	30 juin 2024	31 mars 2025
(en milliers de dollars canadiens)	T1 2026	T1 2025	T4 2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	18 987	10 750	39 720
<i>Ajouter/déduire :</i>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 153)	(1 486)	(2 057)
Acquisition d'immobilisations incorporelles autres que les immobilisations incorporelles développées en interne	(336)	(444)	(1 183)
Entrées d'immobilisations incorporelles développées en interne	(1 394)	(1 282)	(1 371)
Intérêts payés	(4 955)	(5 979)	(5 287)
Remboursement d'obligations locatives	(867)	(992)	(954)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation	9 755	12 833	(17 094)
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur change	(1 755)	1 221	2 508
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	1 515	841	4 129
Flux de trésorerie disponibles ajustés	18 797	15 462	18 411

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette et du ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma :

	30 juin	30 juin	31 mars
	2025	2024	2025
(en milliers de dollars canadiens)			
Facilité de crédit	337 416	345 854	341 365
Dette subordonnée	–	25 581	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(11 495)	(9 184)	(13 984)
Dette nette	325 921	362 251	327 381
Ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma	2,24	2,77	2,28

RÉSULTATS FINANCIERS DES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2025 ET 2024

PERFORMANCE CONSOLIDÉE

Produits

Les produits se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2026	T1 2025	Variation (en %)
Produits par région			
Canada	49 535	49 014	1,1
États-Unis	35 153	27 952	25,8
Autres pays	10 949	12 104	(9,5)
Produits	95 637	89 070	7,4

Échelle mondiale

Les produits du premier trimestre de 2026 ont augmenté de 6,5 millions de dollars, ou 7,4 %, pour se chiffrer à 95,6 millions de dollars, en comparaison de 89,1 millions de dollars pour le premier trimestre de 2025. Cette augmentation s'explique en grande partie par l'accroissement des produits provenant des chaînes FAST, contrebalancé en partie par la baisse des produits publicitaires tirés des solutions médias pour commerces de détail et du recul des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique.

Canada

Les produits générés au Canada ont augmenté de 0,5 million de dollars, ou 1,1 %, passant de 49,0 millions de dollars au premier trimestre de 2025 à 49,5 millions de dollars au premier trimestre de 2026. Cette augmentation s'explique en grande partie par la progression des produits du secteur Radio découlant de la croissance des ventes de temps d'antenne et des ventes numériques, contrée en partie par une diminution liée aux écarts temporaires dans les ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique.

États-Unis

Les produits générés aux États-Unis ont augmenté de 7,2 millions de dollars, ou 25,8 %, pour atteindre 35,2 millions de dollars au premier trimestre de 2026, comparativement 28,0 millions de dollars au premier trimestre de 2025. Cette augmentation s'explique avant tout par l'accroissement des produits provenant des chaînes FAST, contrebalancé en partie par une baisse des produits publicitaires tirés des solutions médias pour commerces de détail.

Autres pays

Les produits générés dans les autres pays se sont chiffrés à 10,9 millions de dollars au premier trimestre de 2026, en baisse de 1,2 million de dollars, ou 9,5 %, comparativement à ceux de 12,1 millions de dollars inscrits au premier trimestre de 2025. Cette diminution s'explique surtout par la baisse des produits provenant du service commercial en magasin et la baisse des produits provenant des chaînes audio.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du premier trimestre de 2026 ont augmenté de 6,8 millions de dollars, ou 11,7 %, pour s'établir à 65,8 millions de dollars, contre 59,0 millions de dollars au premier trimestre de 2025. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse du coût des ventes découlant de l'accroissement des produits, ainsi qu'à la hausse des charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées du fait d'une augmentation du cours de l'action.

BAIIA ajusté¹⁾

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 33,7 millions de dollars au premier trimestre de 2026, contre 31,1 millions de dollars au premier trimestre de 2025, soit une hausse de 2,6 millions de dollars, ou 8,3 %. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 35,2 %, contre 34,9 % au premier trimestre de 2025. L'augmentation du BAIIA ajusté et celle de la marge du BAIIA ajusté sont principalement attribuables à la croissance des produits, contrebalancée en partie par une baisse de la marge brute du fait de la répartition des produits et par des charges d'exploitation plus élevées en raison surtout de l'augmentation des salaires.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les radiations ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 3,2 %, pour se chiffrer à 7,6 millions de dollars au premier trimestre de 2026, contre 7,3 millions de dollars au premier trimestre de 2025. Cette augmentation traduit avant tout la hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles du fait des entrées d'immobilisations incorporelles.

Charges financières (produits financiers), montant net

Le montant net des produits s'est chiffré à 2,8 millions de dollars au premier trimestre de 2026, contre des charges de 9,1 millions de dollars pour le premier trimestre de 2025. La variation est essentiellement attribuable à un profit non réalisé au cours de la période considérée, contre une perte non réalisée sur la juste valeur des instruments financiers dérivés au cours de la période comparative, à un profit de change au cours de la période considérée, contre une perte de change au cours de la période comparative, et à une diminution de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle.

Variation de la juste valeur des placements

Pour le premier trimestre de 2026 et le premier trimestre de 2025, la société n'a enregistré aucun profit ni aucune perte sur la juste valeur des placements. La variation non significative de la juste valeur des placements s'explique par l'incidence minime de la conversion d'un placement libellé en dollars américains.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2026	T1 2025	Variation (en \$)
<u>Diffusion et musique pour entreprises</u>			
Coûts d'acquisition	311	-	311
Frais juridiques	69	445	(376)
Charges de restructuration et autres charges	337	396	(59)
<u>Radio</u>			
Charges de restructuration et autres charges	798	-	798
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	1 515	841	674

L'augmentation des coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges pour le premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025 s'explique essentiellement par la hausse des coûts de restructuration liée à la fermeture des chaînes télévisuelles à Lloydminster dans le secteur Radio.

Impôts

Une charge d'impôt de 5,9 millions de dollars a été comptabilisée dans le résultat global au premier trimestre de 2026, en comparaison de 3,5 millions de dollars au premier trimestre de 2025. Le taux d'impôt effectif pour le premier trimestre de 2026 s'est établi à 26,0 %, en comparaison de 32,6 % pour le premier trimestre de 2025. Cette modification du taux d'impôt effectif s'explique essentiellement par la variation des différences permanentes.

Bénéfice net et bénéfice net par action

Un bénéfice net de 16,8 millions de dollars (0,24 \$ par action – dilué) a été inscrit pour le premier trimestre de 2026, comparativement à 7,3 millions de dollars (0,11 \$ par action – dilué) pour le premier trimestre de 2025. La hausse s'explique en grande partie par un profit non réalisé sur la juste valeur des instruments financiers dérivés au cours de la période considérée, contre une perte non réalisée au cours de la période comparative, par une augmentation des résultats d'exploitation et par un profit de change, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées du fait d'une augmentation du cours de l'action.

Bénéfice net ajusté¹⁾ et bénéfice net ajusté par action¹⁾

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 21,3 millions de dollars (0,31 \$ par action – dilué) au premier trimestre de 2026, comparativement à 13,9 millions de dollars (0,20 \$ par action – dilué) au premier trimestre de 2025. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des résultats d'exploitation, par l'incidence favorable du change et par un profit non réalisé au cours de la période considérée sur la juste valeur des instruments financiers dérivés comparativement à une perte non réalisée au cours de la période comparative.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

RENDEMENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

DIFFUSION ET MUSIQUE POUR ENTREPRISES

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2026	T1 2025	Variation (en %)
Produits	61 420	56 845	8,0
Charges d'exploitation	36 987	33 894	9,1
BAIIA ajusté¹⁾	24 433	22 951	6,5
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	39,8 %	40,4 %	(1,5)

Produits

Pour le premier trimestre de 2026, les produits du secteur Diffusion et musique pour entreprises ont augmenté de 4,6 millions de dollars, ou 8,0 %, pour s'établir à 61,4 millions de dollars, par rapport à 56,8 millions de dollars pour le premier trimestre de 2025. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des produits provenant des chaînes FAST, contrebalancée en partie par le repli des produits provenant des solutions médias pour commerces de détail et par une diminution liée aux écarts temporaires dans les ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique.

BAIIA ajusté¹⁾

Au premier trimestre de 2026, le BAIIA ajusté du secteur Diffusion et musique pour entreprises a augmenté de 1,4 million de dollars, ou 6,5 %, pour s'établir à 24,4 millions de dollars, comparativement à 23,0 millions de dollars au premier trimestre de 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la marge brute découlant des produits plus élevés, contrebalancée par des charges d'exploitation plus élevées en raison surtout de l'augmentation des salaires.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

RADIO

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2026	T1 2025	Variation (en %)
Produits	34 217	32 225	6,2
Charges d'exploitation	23 178	22 294	4,0
BAIIA ajusté¹⁾	11 039	9 931	11,2
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	32,3 %	30,8 %	4,7

Produits

Les produits du secteur Radio proviennent de la vente de temps d'antenne publicitaire, soumis aux fluctuations saisonnières de l'industrie canadienne de la radio. Par conséquent, les résultats du troisième trimestre ont tendance à être les plus élevés.

Les produits du secteur Radio se sont établis à 34,2 millions de dollars au premier trimestre de 2026, contre 32,2 millions de dollars au premier trimestre de 2025, ce qui représente une hausse de 2,0 millions de dollars, ou 6,2 %. Cette augmentation s'explique par la progression des ventes de temps d'antenne et des ventes numériques.

BAIIA ajusté¹⁾

Au premier trimestre de 2026, le BAIIA ajusté du secteur Radio a augmenté de 1,1 million de dollars, ou 11,2 %, pour s'établir à 11,0 millions de dollars, comparativement à 9,9 millions de dollars au premier trimestre de 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la marge brute découlant de l'augmentation des ventes, conjuguée à un contrôle des coûts d'exploitation.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

SIÈGE SOCIAL

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2026	T1 2025	Variation (en %)
Charges d'exploitation	5 678	2 778	104,4
<i>Ajustements :</i>			
Rémunération fondée sur des actions	270	(130)	(307,7)
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	(4 132)	(836)	394,3
BAIIA ajusté¹⁾	(1 816)	(1 812)	0,2

BAIIA ajusté¹⁾

Le BAIIA ajusté du secteur Siège social reflète les charges d'exploitation du siège social, moins la rémunération fondée sur des actions et les charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Résultats trimestriels

Les produits ont fluctué au cours des huit derniers trimestres, passant de 82,5 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2024 à 95,6 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2026. Ces fluctuations, qui découlent en grande partie de la nature cyclique des activités de la société, sont également tributaires de plusieurs autres facteurs. L'augmentation enregistrée au troisième trimestre de 2024 et la baisse du quatrième trimestre de 2024 sont d'abord et avant tout attribuables au caractère saisonnier normal des activités. L'augmentation enregistrée au premier trimestre de 2025 s'explique surtout par l'augmentation des produits du secteur Radio et la hausse des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique. L'augmentation enregistrée au deuxième trimestre de 2025 est essentiellement attribuable à la hausse des produits provenant des chaînes FAST et à l'augmentation des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique. L'augmentation du troisième trimestre de 2025 s'explique surtout par le caractère saisonnier normal des activités et par la hausse des produits provenant des chaînes FAST. La diminution enregistrée au quatrième trimestre de 2025 est essentiellement attribuable au caractère saisonnier normal des activités. La légère diminution au premier trimestre de 2026 s'explique par la baisse des produits provenant des abonnements, contrebalancée en grande partie par la hausse des produits des chaînes FAST.

Le BAIIA ajusté¹⁾ a fluctué au cours des huit derniers trimestres, passant de 29,5 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2024 à 33,7 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2026. L'augmentation enregistrée au troisième trimestre de 2024 et la baisse du quatrième trimestre de 2024 sont essentiellement attribuables au caractère saisonnier normal des activités. L'augmentation enregistrée au premier trimestre de 2025 s'explique par la hausse de la marge brute découlant de la hausse des produits. L'augmentation du deuxième trimestre de 2025 est attribuable en majeure partie à la hausse des produits. La hausse au troisième trimestre de 2025 et la baisse au quatrième trimestre de 2025 sont essentiellement attribuables au caractère saisonnier normal des activités. La diminution au premier trimestre de 2026 découle avant tout de la baisse de la marge brute du fait de la répartition des produits et des charges d'exploitation plus élevées en raison surtout de l'augmentation des salaires.

Le montant au titre du bénéfice net (de la perte nette) a fluctué au cours des huit derniers trimestres, passant d'un bénéfice net de 9,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024 à un bénéfice net de 16,8 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2026. La diminution enregistrée au troisième trimestre de 2024 découle essentiellement d'une perte non réalisée sur les instruments financiers dérivés et d'une perte de change, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des charges d'exploitation. Au quatrième trimestre de 2024, la baisse est essentiellement attribuable à la dépréciation du goodwill au sein du secteur Radio. La hausse du premier trimestre de 2025 traduit essentiellement la dépréciation du goodwill au sein du secteur Radio pour la période précédente. La baisse du deuxième trimestre de 2025 découle essentiellement d'une perte liée à la juste valeur des instruments financiers plus élevée et d'une hausse des charges de restructuration et autres charges, facteurs compensés en partie par l'augmentation des résultats d'exploitation. La hausse enregistrée au troisième trimestre de 2025 s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des résultats d'exploitation. La baisse du quatrième trimestre de 2025 est essentiellement attribuable au repli des produits du fait du caractère saisonnier normal des activités et à l'augmentation des charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées du fait d'une hausse du cours de l'action, facteurs contrebalancés en partie par une perte liée à la juste valeur des instruments financiers moins élevée et par la diminution de la charge d'impôt sur le résultat. Au premier trimestre de 2026, la hausse découle essentiellement d'un profit non réalisé sur la juste valeur des instruments financiers dérivés, d'un profit de change et de la diminution de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation de la charge d'impôt.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	3 mois							
	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023
	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2024	Exercice 2024
Produits par secteur								
Diffusion et musique pour entreprises								
Musique	61 420	64 585	72 218	60 895	56 845	53 409	65 647	49 815
Radio	34 217	31 423	36 010	32 690	32 225	30 256	34 631	32 678
Total des produits	95 637	96 008	108 228	93 585	89 070	83 665	100 278	82 493
Produits par région								
Canada	49 535	46 793	54 184	48 942	49 014	45 581	51 002	48 429
États-Unis	35 153	38 013	42 316	32 889	27 952	26 224	37 099	21 571
Autres pays	10 949	11 202	11 728	11 754	12 104	11 860	12 177	12 493
Total des produits	95 637	96 008	108 228	93 585	89 070	83 665	100 278	82 493
BAIIA ajusté¹⁾	33 656	35 027	42 108	33 994	31 070	29 423	38 648	29 518
BAIIA ajusté DDM¹⁾	144 785	142 199	136 595	133 135	128 659	125 855	123 005	118 807
Bénéfice net (perte nette)	16 783	7 655	15 677	5 813	7 295	(46 318)	9 070	9 389
Bénéfice net (perte nette) par action – de base	0,25	0,11	0,23	0,08	0,11	(0,67)	0,13	0,14
Bénéfice net (perte nette) par action – dilué	0,24	0,11	0,23	0,08	0,11	(0,67)	0,13	0,14
Bénéfice net ajusté¹⁾	21 311	18 568	23 424	16 729	13 933	15 382	18 483	14 554
Bénéfice net ajusté par action – de base et dilué ¹⁾	0,31	0,27	0,34	0,24	0,20	0,22	0,27	0,21
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	18 987	39 720	35 387	19 183	10 750	44 263	30 902	19 101
Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾	18 797	18 411	28 636	21 103	15 462	15 624	32 146	14 567
Dividende trimestriel	0,075	0,075	0,075	0,075	0,075	0,075	0,075	0,075

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS

Le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté pro forma, le BAIIA ajusté DDM, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, les flux de trésorerie disponibles ajustés par action, la dette nette et le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma constituent des mesures non conformes aux IFRS que la société utilise pour évaluer sa performance opérationnelle. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) avec le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le BAIIA ajusté DDM et le BAIIA ajusté pro forma :

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois							
	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023
	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2024	Exercice 2024
Bénéfice net (perte nette)	16 783	7 655	15 677	5 813	7 295	(46 318)	9 070	9 389
Dépréciation du goodwill	–	–	–	–	–	56 119	–	–
Charges financières (produits financiers), montant net	(2 754)	9 516	11 639	12 162	9 099	3 736	15 159	5 582
Variation de la juste valeur des placements	37	2	(43)	29	(42)	(106)	103	(86)
Impôts	5 892	977	4 025	2 457	3 523	3 639	3 186	3 467
Amortissement et radiation d'immobilisations corporelles	1 865	1 941	2 104	1 970	2 075	1 183	2 401	2 373
Amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation	1 148	1 020	850	1 137	1 090	1 192	1 074	1 069
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 558	5 115	5 098	4 199	4 171	4 124	4 003	4 811
Rémunération fondée sur des actions	(270)	111	62	106	130	93	121	120
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	4 132	5 640	1 942	1 763	836	4 711	2 747	590
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	300	(210)	(288)	1 827	2 052	(354)	509	1 011
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	1 515	4 129	1 042	2 531	841	1 404	275	1 191
Perte (profit) sur la sortie d'un placement	450	(845)	–	–	–	–	–	–
Autres produits	–	(24)	–	–	–	–	–	–
BAIIA ajusté	33 656	35 027	42 108	33 994	31 070	29 423	38 648	29 518
Marge du BAIIA ajusté	35,2 %	36,5 %	38,9 %	36,3 %	34,9 %	35,2 %	38,5 %	35,8 %
Bénéfice net (perte nette)	16 783	7 655	15 677	5 813	7 295	(46 318)	9 070	9 389
<i>Ajustements :</i>								
Dépréciation du goodwill	–	–	–	–	–	56 119	–	–
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(4 535)	1 010	2 770	4 434	1 053	(2 252)	5 056	(600)
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 558	5 115	5 098	4 199	4 171	4 124	4 003	4 811
Variation de la juste valeur des placements	37	2	(43)	29	(42)	(106)	103	(86)
Rémunération fondée sur des actions	(270)	111	62	106	130	93	121	120
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	4 132	5 640	1 942	1 763	836	4 711	2 747	590
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	1 515	4 129	1 042	2 531	841	1 404	275	1 191
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	300	(210)	(288)	1 827	2 052	(354)	509	1 011
Perte (profit) sur la sortie d'un placement	450	(845)	–	–	–	–	–	–
Autres produits	–	(24)	–	–	–	–	–	–
Charge d'impôt liée aux ajustements détaillés ci-dessus	(1 659)	(4 015)	(2 836)	(3 973)	(2 403)	(2 039)	(3 401)	(1 873)
Bénéfice net ajusté	21 311	18 568	23 424	16 729	13 933	15 382	18 483	14 554
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	68 758	68 807	68 742	69 022	69 209	68 811	69 068	69 349
Bénéfice net ajusté par action – dilué	0,31	0,27	0,34	0,24	0,20	0,22	0,27	0,21
BAIIA ajusté DDM	144 785	142 199	136 595	133 135	128 659	125 855	123 005	118 807
Initiatives de réduction des coûts durables	773	1 046	1 332	1 476	2 309	2 758	4 459	3 438
BAIIA ajusté pour les mois précédant l'acquisition de The Coda Collection qui n'a pas été déjà pris en compte dans les résultats	–	150	299	449	–	–	–	–
BAIIA ajusté pro forma	145 558	143 395	138 226	135 060	130 968	128 613	127 464	122 245

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles ajustés :

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois							
	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023
	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2024	Exercice 2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	18 987	39 720	35 387	19 183	10 750	44 263	30 902	19 101
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 153)	(2 057)	(1 765)	(1 886)	(1 486)	(2 351)	(1 742)	(2 350)
Acquisition d'immobilisations incorporelles autres que les immobilisations incorporelles développées en interne	(336)	(1 183)	(848)	(205)	(444)	(355)	(256)	(318)
Entrées d'immobilisations incorporelles développées en interne	(1 394)	(1 371)	(1 263)	(1 268)	(1 282)	(1 148)	(1 279)	(1 274)
Intérêts payés	(4 955)	(5 287)	(6 159)	(6 356)	(5 979)	(6 641)	(6 620)	(7 093)
Remboursement d'obligations locatives	(867)	(954)	(1 025)	(1 324)	(992)	(929)	(997)	(1 368)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation	9 755	(17 094)	1 076	9 848	12 833	(17 661)	9 500	8 054
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur change	(1 755)	2 508	2 191	580	1 221	(958)	2 363	(1 377)
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	1 515	4 129	1 042	2 531	841	1 404	275	1 192
Flux de trésorerie disponibles ajustés	18 797	18 411	28 636	21 103	15 462	15 624	32 146	14 567
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	68 758	68 807	68 742	69 022	69 209	68 811	69 068	69 349
Flux de trésorerie disponibles ajustés par action – dilués	0,27	0,27	0,42	0,31	0,22	0,23	0,47	0,21

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette et du ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma :

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois							
	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023
	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2024	Exercice 2024
Facilité de crédit	337 416	341 365	370 826	350 500	345 854	338 712	362 902	374 573
Dette subordonnée	–	–	–	25 583	25 581	25 579	25 577	25 593
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(11 495)	(13 984)	(19 253)	(8 593)	(9 184)	(9 606)	(6 991)	(9 704)
Dette nette	325 921	327 381	351 573	367 490	362 251	354 685	381 488	390 462
Ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma	2,24	2,28	2,54	2,72	2,77	2,76	2,99	3,19

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2025 ET 2024

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois	
	T1 2026	T1 2025
Activités d'exploitation	18 987	10 750
Activités de financement	(17 979)	(7 578)
Activités d'investissement	(3 401)	(3 615)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(96)	21
Variation nette de la trésorerie	(2 489)	(422)
Trésorerie – à l'ouverture de la période	13 984	9 606
Trésorerie – à la clôture de la période	11 495	9 184
Flux de trésorerie disponibles ajustés ¹⁾	18 797	15 462

Activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 19,0 millions de dollars au premier trimestre de 2026, en comparaison de 10,8 millions de dollars au premier trimestre de 2025. La hausse découle essentiellement d'une diminution de la variation négative des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation, de l'augmentation des résultats d'exploitation et d'un profit de change.

Activités de financement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 18,0 millions de dollars au premier trimestre de 2026, comparativement à 7,6 millions de dollars au premier trimestre de 2025. L'augmentation découle surtout des remboursements sur la facilité de crédit.

Activités d'investissement

Pour le premier trimestre de 2026, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 3,4 millions de dollars, comparativement à 3,6 millions de dollars pour le premier trimestre de 2025. Cette baisse découle surtout de la sortie d'actifs non essentiels et d'un placement additionnel dans une coentreprise au cours de la période comparative, facteurs contrebalancés en partie par une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾

Les flux de trésorerie disponibles ajustés dégagés au premier trimestre de 2026 se sont élevés à 18,8 millions de dollars, comparativement à 15,5 millions de dollars au premier trimestre de 2025. La hausse s'explique principalement par l'augmentation des résultats d'exploitation et par la diminution des intérêts payés.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Le tableau qui suit montre les principales variations de la situation financière consolidée de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2025 :

(en milliers de dollars canadiens)	30 juin 2025	31 mars 2025	Variations	Principaux facteurs
Créances clients et autres débiteurs	82 561	82 574	(13) ▼	Calendrier des paiements par les clients
Immobilisations incorporelles	49 744	53 827	(4 083) ▼	Amortissement des immobilisations incorporelles
Goodwill	309 076	309 690	(614) ▼	Écarts de change
Créditeurs et charges à payer	88 029	84 532	3 497 ▲	Calendrier des paiements aux fournisseurs
Autres passifs	19 179	27 243	(8 064) ▼	Diminution du passif lié aux instruments financiers dérivés et des contreparties conditionnelles
Facilités de crédit	337 416	341 365	(3 949) ▼	Se reporter au graphique de la page suivante

Ressources en capital

Nos principales ressources en capital sont nos entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et les prélèvements aux termes de notre facilité renouvelable. Notre trésorerie est essentiellement affectée au remboursement de notre dette, au financement de nos acquisitions et de nos dépenses d'investissement, au paiement de dividendes, au rachat d'actions et au fonds de roulement. Nous sommes d'avis que les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et les prélèvements aux termes de notre facilité de crédit actuelle suffiront pour satisfaire à nos besoins en liquidités pour un avenir prévisible.

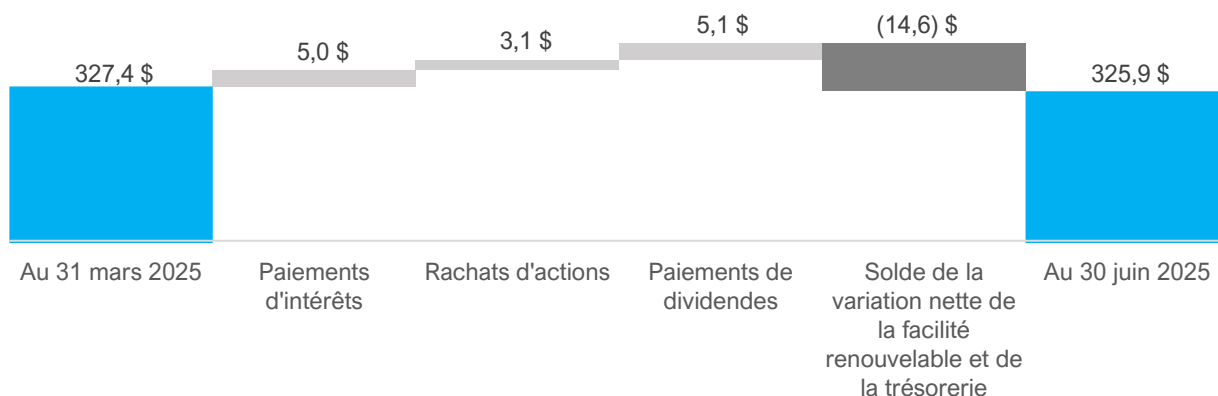
La facilité de crédit est composée d'une facilité de crédit renouvelable de 500,0 millions de dollars arrivant à échéance en décembre 2028.

La facilité de crédit porte intérêt a) au taux préférentiel de la banque (4,95 % et 6,95 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement), ou au taux de base des États-Unis si les emprunts sont libellés en dollars américains (8,00 % et 9,00 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou b) au taux CORRA (2,75 % et 5,19 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou c) au taux SOFR (4,43 % et 5,43 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou d) au taux EURIBOR (2,01 % et 3,77 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement), au gré de la société. De plus, la société doit payer des commissions d'attente fondées sur une clause financière restrictive, sur la tranche inutilisée de la facilité de crédit (0,37 % et 0,40 % pour les exercices clos les 30 juin 2025 et 2024, respectivement).

Au 30 juin 2025, la société disposait de 11,5 millions de dollars en trésorerie et en équivalents de trésorerie et d'une facilité de crédit de 337,4 millions de dollars. La facilité de crédit comprend une facilité de crédit renouvelable de 500,0 millions de dollars, dont une tranche de 160,8 millions de dollars était disponible.

Le tableau qui suit résume l'incidence sur la dette nette²⁾ au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, y compris les ratios connexes :

Variation de la dette nette¹⁾²⁾



Notes :

- 1) En millions de dollars canadiens.
- 2) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 7 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 10 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Procédures judiciaires contre la SOCAN et Ré:Sonne

En mai 2017, la société et ses clients – entreprises de distribution de radiodiffusion canadiennes (ensemble, les « opposants ») – ont présenté une défense devant la Commission du droit d'auteur du Canada afin d'obtenir une réduction des tarifs et des conditions prescrits au titre des tarifs des services sonores payants pour la période de 2007 à 2016. La SOCAN et Ré:Sonne (ensemble, les « sociétés de gestion collective ») se sont prononcées contre cette défense. Le 28 mai 2021, la Commission du droit d'auteur du Canada a rendu un jugement final sur les tarifs des services sonores payants. Ce jugement et les tarifs certifiés étaient conformes aux attentes des opposants. En guise de règlement, la société a recouvré de la SOCAN la totalité du remboursement prévu. La société continue de travailler en collaboration avec les autres opposants en vue de percevoir de Ré:Sonne le remboursement dû aux opposants aux termes du jugement de la Commission du droit d'auteur.

Obligations contractuelles

La société est liée par des obligations contractuelles assorties d'échéances variées, principalement les contrats de location de bureaux, les obligations financières aux termes de sa convention de crédit, les licences de diffusion et les engagements liés aux redevances de droits d'auteur. Il n'y a eu aucun changement significatif à ces obligations depuis le 31 mars 2025.

Transactions avec des parties liées

Les principaux dirigeants de la société sont le chef de la direction, le chef de la direction financière par intérim et certains autres membres importants de son personnel. Il n'y a eu aucun changement significatif à la nature ou à l'importance de ces transactions avec des parties liées depuis le 31 mars 2025.

Arrangements hors bilan

La société n'a par conséquent aucun arrangement hors bilan, autre que des contrats de location simple assortis de durées d'au plus 12 mois et des contrats de location de faible valeur ou qui ne sont pas visés par l'IFRS 16, qui ont ou sont raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence importante actuelle ou future sur sa situation financière consolidée, sa performance financière, sa trésorerie, ses dépenses d'investissement ou ses ressources en capital.

Information sur les actions en circulation

Les actions émises et en circulation et les options sur actions en circulation se détaillent comme suit :

	31 juillet 2025	30 juin 2025
<i>Actions émises et en circulation</i>		
Actions à droit de vote subalterne	53 584 509	53 677 721
Actions à droit de vote subalterne détenues en fiducie par l'intermédiaire du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	(34 320)	(30 439)
Actions à droit de vote subalterne variable	1 200 821	1 204 509
Actions à droit de vote multiple	12 941 498	12 941 498
	67 692 508	67 793 289
<i>Options sur actions en circulation</i>		
Options sur actions	2 967 592	2 967 592

La société maintient un régime d'options sur actions pour attirer et maintenir en poste des employés, des administrateurs, des dirigeants et des consultants. Ce régime prévoit l'attribution d'options sur actions à droit de vote subalterne. En vertu du régime, 10 % de la totalité des actions à droit de vote multiple, des actions à droit de vote subalterne et des actions à droit de vote subalterne variable émises et en circulation sur une base non diluée sont réservées aux fins d'émission. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, 57 623 options ont été exercées et aucune option n'a été annulée ou attribuée à des employés admissibles.

Facteurs de risques financiers

La société est exposée à un certain nombre de risques financiers, soit le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (notamment le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels au 31 mars 2025. La société n'est au fait d'aucun changement important ayant pu toucher les facteurs de risque depuis cette date.

Facteurs de risques

Pour obtenir une analyse détaillée des facteurs de risque de la société, il y a lieu de se reporter à la rubrique Facteurs de risque de la notice annuelle de la société datée du 4 juin 2025. La société n'est au fait d'aucun changement important ayant pu toucher les facteurs de risque depuis cette date.

Modifications comptables futures

Pour obtenir de l'information sur les modifications comptables futures, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») est un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable, mais non absolue, que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef de la direction financière par intérim, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des « contrôles et procédures de communication de l'information » (CPCI) et un CIIF adéquats aux termes du Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de la société suit les critères énoncés dans la version de mai 2013 du document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (le « cadre COSO 2013 »).

Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante concernant la société est portée à la connaissance du chef de la direction et du chef de la direction financière, et que l'information que la société est tenue de présenter dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires et les autres rapports qu'elle dépose ou soumet conformément à la législation sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la loi.

Une évaluation a été menée en date du 30 juin 2025 sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière en ce qui a trait à la conception et à l'efficacité des CPCI de la société. Selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CPCI de la société étaient conçus adéquatement et fonctionnaient efficacement au 30 juin 2025.

Une évaluation a été menée en date du 30 juin 2025 sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière en ce qui a trait à l'efficacité du CIIF en vertu du cadre COSO 2013. Selon cette évaluation, ils ont conclu que le CIIF de la société était efficace au 30 juin 2025.

Il n'y a eu aucun changement au cours de la période ayant eu ou susceptible d'avoir des conséquences importantes sur le CIIF de la société n'est survenu.

En effet, la société s'est prévalu de la disposition 3.3 1) b) du Règlement 52-109, qui l'autorise à exclure cette acquisition du périmètre de l'évaluation de la conception et de l'efficacité de son CIIF, et ce, pendant un maximum de 365 jours suivant la date de l'acquisition.

Événements postérieurs à la clôture

Voir la rubrique *Autres faits saillants des activités pour le premier trimestre et événements postérieurs à la clôture* à la page 5.

Renseignements supplémentaires

Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur son site www.stingray.com et sur le site de SEDAR au www.sedar.com.

États consolidés du résultat global

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	Note	3 mois	
		30 juin 2025	30 juin 2024
Produits	5	95 637 \$	89 070 \$
Charges d'exploitation		65 843	58 966
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations		7 571	7 336
Charges financières (produits financiers), montant net	6	(2 754)	9 099
Variation de la juste valeur des placements		37	(42)
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées		300	2 052
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	7	1 515	841
Perte sur la sortie d'un placement		450	—
Bénéfice avant impôts		22 675	10 818
Charge d'impôt		5 892	3 523
Bénéfice net		16 783 \$	7 295 \$
Bénéfice net par action – de base		0,25 \$	0,11 \$
Bénéfice net par action – dilué		0,24	0,11
Nombre moyen pondéré d'actions – de base		67 959 967	68 618 659
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué		68 757 656	69 208 565
Résultat global			
Bénéfice net		16 783 \$	7 295 \$
Autres éléments du résultat global			
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</i>			
Écarts de change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger		(1 940)	796
Total des autres éléments du résultat global		(1 940)	796
Résultat global total		14 843 \$	8 091 \$

Le bénéfice net est entièrement attribuable aux actionnaires de la société.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

États consolidés de la situation financière

30 juin 2025 et 31 mars 2025

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Note	30 juin 2025	31 mars 2025
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		11 495 \$	13 984 \$
Créances clients et autres débiteurs		82 561	82 574
Impôts à recevoir		676	773
Stocks		3 432	2 496
Charges payées d'avance et acomptes		17 145	13 597
		115 309	113 424
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	8	36 068	35 389
Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	8	16 937	16 561
Immobilisations incorporelles, exclusion faite des licences de diffusion	8	49 744	53 827
Licences de diffusion	8	273 017	273 017
Goodwill	8	309 076	309 690
Placements		4 909	5 807
Autres actifs non courants		4 018	3 599
Actifs d'impôt différé		7 825	5 344
Total des actifs		816 903 \$	816 658 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer		88 029	84 532
Dividende à verser		—	5 108
Produits différés		5 410	6 846
Obligations locatives courantes	10	4 186	3 918
Autres passifs courants	11	4 776	8 238
Impôts à payer		7 111	4 545
		109 512	113 187
Passifs non courants			
Facilité de crédit	9	337 416	341 365
Produits différés		184	184
Obligations locatives	10	15 175	14 879
Autres passifs	11	14 403	19 005
Passifs d'impôt différé		61 246	61 204
Total des passifs		537 936	549 824
Capitaux propres			
Capital social	12	290 765	292 273
Surplus d'apport		5 751	5 672
Déficit		(27 252)	(42 754)
Cumul des autres éléments du résultat global		9 703	11 643
Total des capitaux propres		278 967	266 834
Événements postérieurs à la clôture (note 15)			
Total du passif et des capitaux propres		816 903 \$	816 658 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Approuvé par le conseil d'administration,

(signé) Eric Boyko, administrateur

(signé) Karinne Bouchard, administratrice

États consolidés des variations des capitaux propres

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions) (non audité)	Capital social				Cumul des autres éléments du résultat global		
	Nombre d'actions	Montant	Surplus d'apport	Déficit	Compte des écarts de conversion cumulés	Régimes à prestations définies	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2024	68 757 564	294 782 \$	6 393 \$	(55 924) \$	870 \$	2 462 \$	248 583 \$
Émission d'actions à l'exercice d'options (note 12)	76 627	410	(55)	—	—	—	355
Dividendes	—	—	—	15	—	—	15
Rachat et annulation d'actions (note 12)	(307 200)	(1 725)	—	(589)	—	—	(2 314)
Rémunération fondée sur des actions	—	—	70	—	—	—	70
Régime d'achat d'actions à l'intention des employés (note 12)	(5 450)	(42)	42	—	—	—	—
Bénéfice net	—	—	—	7 295	—	—	7 295
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	796	—	796
Solde au 30 juin 2024	68 521 541	293 425 \$	6 450 \$	(49 203) \$	1 666 \$	2 462 \$	254 800 \$
Solde au 31 mars 2025	68 092 723	292 273	5 672	(42 754)	8 577	3 066	266 834
Émission d'actions à l'exercice d'options (note 12)	57 623	401	(70)	—	—	—	331
Dividendes	—	—	—	14	—	—	14
Rachat et annulation d'actions (note 12)	(342 000)	(1 775)	—	(1 295)	—	—	(3 070)
Rémunération fondée sur des actions	—	—	15	—	—	—	15
Régime d'achat d'actions à l'intention des employés (note 12)	(15 057)	(134)	134	—	—	—	—
Bénéfice net	—	—	—	16 783	—	—	16 783
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	(1 940)	—	(1 940)
Solde au 30 juin 2025	67 793 289	290 765 \$	5 751 \$	(27 252) \$	6 637 \$	3 066 \$	278 967 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Note	3 mois	
		30 juin 2025	30 juin 2024
Activités d'exploitation			
Bénéfice net		16 783 \$	7 295 \$
Ajustements visant ce qui suit :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations		7 522	7 336
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles		49	—
Perte sur la sortie d'un placement		450	—
Rémunération fondée sur des actions et charges liées aux UAP et UAD		3 862	966
Charges d'intérêts et commissions d'attente	6	4 616	5 900
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	6	(4 535)	1 201
Variation de la juste valeur des placements		37	(42)
Quote-part des résultats d'une coentreprise		(14)	2
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées		300	2 052
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	6	(1 621)	205
Charge de désactualisation	6	201	220
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives	6, 10	317	334
Charge d'impôt		5 892	3 523
Impôts payés		(5 117)	(5 409)
		28 742	23 583
Variation nette des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation	13	(9 755)	(12 833)
		18 987	10 750
Activités de financement			
(Diminution) augmentation de la facilité de crédit		(4 069)	7 061
Versement de dividende		(5 094)	(5 142)
Rachat et annulation d'actions	12	(3 070)	(2 314)
Produit de l'exercice d'options sur actions		331	355
Achat d'actions aux termes du régime d'achat d'actions à l'intention des employés		(134)	(42)
Intérêts payés		(4 955)	(5 979)
Paieement des obligations locatives		(867)	(992)
Remboursement d'autres passifs		(121)	(377)
Dénouement d'un contrat sur taux d'intérêt		—	(148)
		(17 979)	(7 578)
Activités d'investissement			
Sortie d'actifs non essentiels		491	—
Acquisition de placements		(9)	31
Acquisition d'un placement dans une coentreprise		—	(434)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(2 153)	(1 486)
Acquisition d'immobilisations incorporelles autres que les immobilisations incorporelles développées en interne		(336)	(444)
Entrée d'immobilisations incorporelles développées en interne		(1 394)	(1 282)
		(3 401)	(3 615)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(96)	21
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net		(2 489)	(422)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		13 984	9 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		11 495 \$	9 184 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Groupe Stingray Inc. (la « société ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La société est domiciliée au Canada et son siège social est situé au 730, rue Wellington, Montréal (Québec), H3C 1T4. La société est un fournisseur de services musicaux multiplateformes. Elle diffuse de la musique et du contenu vidéo de grande qualité sur différentes plateformes, y compris des stations de radio, des chaînes télé sur demande et des chaînes de télé numérique, par satellite ou par protocole Internet, ainsi que sur le Web, les appareils mobiles et les consoles de jeu. Une tranche des produits de la société découle de la vente de temps d'antenne publicitaire, laquelle fait l'objet des fluctuations saisonnières du secteur de la radio au Canada. Par conséquent, les résultats du troisième trimestre ont tendance à être les plus élevés au cours d'un exercice.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de la société et ceux de ses filiales entièrement détenues, soit Stingray Music USA Inc. (et sa filiale Pop Radio LLC), 2144286 Ontario Inc., 4445694 Canada Inc., Pay Audio Services Limited Partnership, Music Choice Europe Limited, Stingray Digital International Ltd., Stingray Europe B.V., Transmedia Communications SA, SBA Music PTY Ltd, Stingray Music, S.A. de C.V., DJ Matic NV et Stingray Radio Inc., ainsi que les filiales entièrement détenues de ces entités.

Les auditeurs de la société n'ont pas procédé à l'examen du rapport financier intermédiaire pour les trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024.

2. PRINCIPAL CHANGEMENT ET FAIT SAILLANT

Aucun changement important n'est survenu au cours du trimestre clos le 30 juin 2025.

3. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Aucune entreprise n'a été acquise au cours du trimestre clos le 30 juin 2025.

4. INFORMATIONS SECTORIELLES

SECTEURS D'EXPLOITATION

Les secteurs d'exploitation de la société sont regroupés en deux secteurs : *Diffusion et musique pour entreprises et Radio*. Les secteurs d'exploitation reflètent la manière dont la société gère ses activités, ses ressources et ses actifs ainsi que la manière dont elle évalue sa performance. Les résultats financiers des deux secteurs d'exploitation sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel aux fins de la prise de décisions quant aux ressources à affecter aux secteurs et de l'évaluation de leur performance selon le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (ci-après, le « BAIIA ajusté »), et ce, en fonction d'informations financières distinctes disponibles. Le BAIIA ajusté exclut du bénéfice avant impôts les charges suivantes : la rémunération fondée sur des actions, les charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les radiations, le montant net des charges financières (des produits financiers), la variation de la juste valeur des placements, la quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées, la perte sur la sortie d'un placement et les coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges. Aucun produit intersectoriel n'a été comptabilisé pour les périodes.

Le secteur Diffusion et musique pour entreprises est spécialisé dans la diffusion de contenu musical et vidéo sur plusieurs plateformes et dans les solutions d'affichage numérique, et il tire ses produits des abonnements, de la publicité et des contrats.

Le secteur Radio exploite plusieurs stations de radio partout au pays et tire ses produits de la publicité.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Le secteur Siège social et éliminations est un secteur qui n'exerce pas d'activités d'exploitation et qui comprend les fonctions du siège social et les fonctions administratives qui fournissent du soutien et assurent la gouvernance des autres secteurs d'exploitation de la société.

Les tableaux qui suivent présentent des données financières par secteur pour les trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024.

	Diffusion et musique pour entreprises		Radio		Siège social et éliminations		Chiffres consolidés	
	T1 2026	T1 2025	T1 2026	T1 2025	T1 2026	T1 2025	T1 2026	T1 2025
Produits	61 420 \$	56 845 \$	34 217 \$	32 225 \$	— \$	— \$	95 637 \$	89 070 \$
Charges d'exploitation (à l'exclusion de la rémunération fondée sur des actions et des charges liées aux UAP et aux UAD)	36 987	33 894	23 178	22 294	1 816	1 812	61 981	58 000
BAIIA ajusté	24 433 \$	22 951 \$	11 039 \$	9 931 \$	(1 816)	(1 812)	33 656	31 070
Rémunération fondée sur des actions	—	—	—	—	(270)	130	(270)	130
Charges liées aux UAP et UAD	—	—	—	—	4 132	836	4 132	836
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	5 768	5 577	1 803	1 759	—	—	7 571	7 336
Charges financières (produits financiers), montant net	(6 910)	4 861	4 156	4 238	—	—	(2 754)	9 099
Variation de la juste valeur des placements	37	(42)	—	—	—	—	37	(42)
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	300	2 052	—	—	—	—	300	2 052
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	833	547	682	294	—	—	1 515	841
Perte sur la sortie d'un placement	450	—	—	—	—	—	450	—
Bénéfice avant impôts							22 675	10 818
Impôts	4 836	2 548	1 056	975	—	—	5 892	3 523
Bénéfice net							16 783 \$	7 295 \$

Au cours des trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour ses activités de recherche et de développement de 453 \$, qui ont été comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

	Diffusion et musique pour entreprises		Radio		Siège social et éliminations		Chiffres consolidés	
	30 juin 2025	31 mars 2025	30 juin 2025	31 mars 2025	30 juin 2025	31 mars 2025	30 juin 2025	31 mars 2025
Total des actifs	276 844 \$	274 941 \$	540 059 \$	541 717 \$	— \$	— \$	816 903 \$	816 658 \$
Total des passifs ¹⁾	95 776 \$	88 133 \$	98 659 \$	101 104 \$	343 501 \$	360 587 \$	537 936 \$	549 824 \$

¹⁾ Le total des passifs inclut les passifs opérationnels et la facilité de crédit.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

	Diffusion et musique pour entreprises		Radio		Chiffres consolidés	
	T1 2026	T1 2025	T1 2026	T1 2025	T1 2026	T1 2025
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 810 \$	810 \$	746 \$	523 \$	2 556 \$	1 333 \$
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	— \$	703 \$	1 181 \$	28 \$	1 181 \$	731 \$
Acquisition d'immobilisations incorporelles	1 742 \$	1 753 \$	— \$	— \$	1 742 \$	1 753 \$

L'acquisition d'immobilisations corporelles, d'actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard de contrats de location et d'immobilisations incorporelles comprend les actifs acquis par voie d'acquisitions d'entreprises, qu'ils aient été payés ou non, et aucun n'est lié au secteur Siège social.

Au 30 juin 2025, les actifs non courants de la société sont situés au Canada dans une proportion d'environ 73 % (75 % au 30 juin 2024).

5. PRODUITS

VENTILATION DES PRODUITS

Le tableau suivant présente une ventilation des produits par secteur à présenter, plus précisément par région et par produit offert :

Trimestres	Secteurs à présenter ³⁾					
	Diffusion et musique pour entreprises		Radio		Total des produits	
	T1 2026	T1 2025	T1 2026	T1 2025	T1 2026	T1 2025
Par région						
Canada	15 318 \$	16 789 \$	34 217 \$	32 225 \$	49 535 \$	49 014 \$
États-Unis	35 153	27 952	—	—	35 153	27 952
Autres pays	10 949	12 104	—	—	10 949	12 104
	61 420	56 845	34 217	32 225	95 637	89 070
Par produit						
Publicité ¹⁾	22 909	16 335	34 217	32 225	57 126	48 560
Abonnements ²⁾	33 985	33 926	—	—	33 985	33 926
Matériel et main-d'œuvre ¹⁾	4 526	6 584	—	—	4 526	6 584
	61 420 \$	56 845 \$	34 217 \$	32 225 \$	95 637 \$	89 070 \$

¹⁾ Comptabilisé généralement à un moment précis.

²⁾ Comptabilisé généralement au fil du temps.

³⁾ Aucun produit n'a été comptabilisé pour le secteur Siège social.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

6. CHARGES FINANCIÈRES (PRODUITS FINANCIERS), MONTANT NET

	3 mois	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Charges d'intérêts et commissions d'attente	4 616 \$	5 900 \$
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur les instruments financiers dérivés	(4 535)	1 053
Perte réalisée sur les instruments financiers dérivés	—	148
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	(1 621)	205
Charge de désactualisation	201	220
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives (note 10)	317	334
Perte (profit) de change	(1 732)	1 239
	<u>(2 754) \$</u>	<u>9 099 \$</u>

7. COÛTS D'ACQUISITION, FRAIS JURIDIQUES, CHARGES DE RESTRUCTURATION ET AUTRES CHARGES

	3 mois	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Coûts d'acquisition	311 \$	— \$
Frais juridiques	69	445
Charges de restructuration et autres charges	1 135	396
	<u>1 515 \$</u>	<u>841 \$</u>

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION À L'ÉGARD DES CONTRATS DE LOCATION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, LICENCES DE DIFFUSION ET GOODWILL

	Immobilisations corporelles	Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	Immobilisations incorporelles	Licences de diffusion	Goodwill
Exercice clos le 31 mars 2025					
Valeur comptable nette au 31 mars 2024	37 408 \$	19 934 \$	58 052 \$	272 996 \$	304 604 \$
Entrées	7 406	1 958	13 808	21	605
Cessions et radiations	(1 350)	(978)	(818)	—	—
Amortissement d'immobilisations corporelles	(7 887)	—	—	—	—
Amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	—	(4 310)	—	—	—
Amortissement d'immobilisations incorporelles	—	—	(18 583)	—	—
Écarts de change	(188)	(43)	1 368	—	4 481
Valeur comptable nette au 31 mars 2025	35 389 \$	16 561 \$	53 827 \$	273 017 \$	309 690 \$
Trimestre clos le 30 juin 2025					
Valeur comptable nette au 31 mars 2025	35 389 \$	16 561 \$	53 827 \$	273 017 \$	309 690 \$
Entrées	2 556	1 181	1 742	—	—
Profit (perte) sur les cessions	(49)	(2)	—	—	—
Cessions et radiations	(8)	—	(53)	—	—
Réévaluation de la durée des contrats de location	—	351	—	—	—
Amortissement d'immobilisations corporelles	(1 816)	—	—	—	—
Amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	—	(1 146)	—	—	—
Amortissement d'immobilisations incorporelles	—	—	(4 558)	—	—
Écarts de change	(4)	(8)	(1 214)	—	(614)
Valeur comptable nette au 30 juin 2025	36 068 \$	16 937 \$	49 744 \$	273 017 \$	309 076 \$

9. FACILITÉ DE CRÉDIT

La facilité de crédit est composée d'une facilité de crédit renouvelable de 500 000 \$ arrivant à échéance en décembre 2028.

Les sommes prélevées sur la facilité de crédit peuvent être en dollars canadiens sous forme de prêts au taux préférentiel ou au de prêts au taux CORRA, en dollars américains sous forme de prêts au taux de base des États-Unis ou de prêts au taux SOFR, en euros sous forme de prêts au taux EURIBOR, en livres sterling sous forme de prêts au taux SONIA, ou en dollars australiens sous forme de prêts au taux BBSY.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

La facilité de crédit porte intérêt a) au taux préférentiel de la banque (4,95 % et 6,95 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive ou au taux de base des États-Unis si les emprunts sont libellés en dollars américains (8,00 % et 9,00 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou b) au taux CORRA (2,75 % et 5,19 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou c) au taux SOFR (4,43 % et 5,43 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou d) au taux EURIBOR (2,01 % et 3,77 % aux 30 juin 2025 et 2024, respectivement), au gré de la société.

De plus, la société doit payer des commissions d'attente fondées sur une clause financière restrictive, sur la tranche inutilisée de la facilité de crédit (0,37 % et 0,40 % aux 30 juin 2025 et 2024). La facilité de crédit est garantie par les filiales et par un privilège de premier rang sur l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la société.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la facilité de crédit :

	Crédit total disponible	Capital emprunté	Lettre de crédit	Crédit net disponible
30 juin 2025				
Facilité de crédit engagée				
Facilité renouvelable	500 000 \$	338 437 \$	750 \$	160 813 \$
Moins : frais de financement différés non amortis		(1 021)		
Solde à la clôture de la période		337 416		
Partie courante		— \$		
Partie non courante		337 416 \$		
31 mars 2025				
Facilité de crédit engagée				
Facilité renouvelable	500 000 \$	342 507 \$	1 150 \$	156 343 \$
Moins : frais de financement différés non amortis		(1 142)		
Solde à la clôture de la période		341 365		
Partie courante		— \$		
Partie non courante		341 365 \$		

En date du 30 juin 2025 et du 31 mars 2025, des lettres de crédit d'un montant respectif de 750 \$ et de 1 150 \$ ont réduit le montant disponible sur la facilité renouvelable.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

10. OBLIGATIONS LOCATIVES

Le tableau qui suit présente la variation sommaire des obligations locatives de la société pour les trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024 :

	3 mois	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Obligations locatives à l'ouverture de la période	18 797 \$	22 406 \$
Entrées	1 440	731
Paieement des obligations locatives, y compris l'intérêt connexe	(1 184)	(1 326)
Réévaluation de la durée du contrat de location	—	(2)
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives	317	334
Écarts de change	(9)	(51)
Obligations locatives à la clôture de la période	19 361 \$	22 092 \$
Obligations locatives incluses à l'état consolidé de la situation financière	30 juin 2025	31 mars 2025
Partie courante	4 186 \$	3 918 \$
Partie non courante	15 175 \$	14 879 \$
	19 361 \$	18 797 \$

Le tableau qui suit présente l'analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés relativement aux obligations locatives de la société au 30 juin 2025 :

Moins d'un an	5 540 \$
D'un an à cinq ans	16 625
Plus de cinq ans	5 237
Total des obligations locatives non actualisées au 30 juin 2025	27 402 \$

11. AUTRES PASSIFS

	30 juin 2025	31 mars 2025
Avantages tangibles exigés par le CRTC	3 907 \$	4 052 \$
Contrepartie conditionnelle	3 376	4 997
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	165	174
Obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite	2 483	2 540
Instruments financiers dérivés	6 085	10 039
Unités d'actions attribuées en fonction de la performance à payer	1 768	4 075
Autres	1 395	1 366
	19 179	27 243
Partie courante	(4 776)	(8 238)
	14 403 \$	19 005 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

12. CAPITAL SOCIAL

Autorisé :

- un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne avec droit de participation, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne variable avec droit de participation, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple (10 voix par action) avec droit de participation, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions spéciales avec droit de participation, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, sans participation, sans valeur nominale.

Émis et en circulation :

Le tableau suivant présente les variations dans le capital social.

	Nombre d'actions	Valeur comptable
Exercice clos le 31 mars 2025		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable		
Au 31 mars 2024	50 816 066	276 556 \$
Exercice d'options sur actions	538 354	3 875
Changement de catégorie depuis les actions à droit de vote multiple vers les actions à droit de vote subalterne	5 000 000	350
Expiration du plan d'arrangement de NCC – actions annulées	(7 549)	(39)
Rachetées et annulées	(1 186 800)	(6 276)
Rachetées et détenues en fiducie par l'intermédiaire du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	(8 846)	(69)
Au 31 mars 2025	55 151 225	274 397 \$
Actions à droit de vote multiple		
Au 31 mars 2024	17 941 498	18 226
Changement de catégorie depuis les actions à droit de vote multiple vers les actions à droit de vote subalterne	(5 000 000)	(350)
Au 31 mars 2025	12 941 498	17 876 \$
	68 092 723	292 273 \$
Trimestre clos le 30 juin 2025		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable		
Au 31 mars 2025	55 151 225	274 397 \$
Exercice d'options sur actions	57 623	401
Rachetées et annulées	(342 000)	(1 775)
Rachetées et détenues en fiducie par l'intermédiaire du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	(15 057)	(134)
Au 30 juin 2025	54 851 791	272 889 \$
Actions à droit de vote multiple		
Aux 30 juin 2025 et 31 mars 2025	12 941 498	17 876 \$
	67 793 289	290 765

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Transactions pour le trimestre clos le 30 juin 2025

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, 57 623 options sur actions ont été exercées et, par conséquent, la société a émis 57 623 actions à droit de vote subalterne. Le produit s'est établi à 331 \$. Un surplus d'apport de 70 \$ au titre de ces options sur actions a été viré au solde du compte des actions à droit de vote subalterne.

Le 25 mars 2025, la société a déclaré un dividende de 0,075 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable, par action à droit de vote multiple et par reçu de souscription. Un dividende à verser de 5 108 \$ a été comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2025. Le dividende versé le 13 juin 2025 s'est élevé à 5 094 \$, ce qui a donné lieu à un ajustement de 14 \$ à l'état consolidé des variations des capitaux propres pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

Programme de rachat d'actions

Le 25 septembre 2024, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé le renouvellement de notre programme de rachat d'actions, avec prise d'effet le 27 septembre 2024, qui autorise la société à racheter un maximum de 3 542 716 actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable (collectivement, les « actions subalternes »), ce qui représente environ 10 % des actions subalternes émises et en circulation au 13 septembre 2024. Conformément aux exigences de la TSX, la société a le droit de racheter, au cours d'un jour de bourse donné, un maximum de 7 114 actions subalternes, ce qui représente 25 % du volume d'opérations quotidien moyen net sur ces actions. Ces rachats réduiront le nombre d'actions subalternes en circulation, ce qui entraînera une augmentation proportionnelle de la participation de tous les actionnaires restants de la société. Toutes les actions rachetées en vertu du programme seront annulées dès leur rachat. La période de rachat d'actions se terminera au plus tard le 26 septembre 2025.

Le tableau suivant présente le sommaire des rachats d'actions de la société au cours des trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024 :

	2025	2024
Actions à droit de vote subalterne rachetées aux fins d'annulation (<i>unités</i>)	342 000	307 200
Cours moyen de l'action	8,9774 \$	7,5319 \$
Coût total du rachat	3 070 \$	2 314 \$
Rachat donnant lieu à une diminution de ce qui suit :		
Capital social	1 775 \$	1 725 \$
Déficit ¹⁾	1 295 \$	589 \$

¹⁾ Excédent du coût du rachat net sur la valeur comptable moyenne des actions à droit de vote subalterne.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

13. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE LIÉS À L'EXPLOITATION

	3 mois	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Créances clients et autres débiteurs	74 \$	(1 006) \$
Stocks	(938)	(864)
Charges payées d'avance et acomptes	(3 557)	196
Autres actifs non courants	296	(4)
Créditeurs et charges à payer	(1 127)	(8 525)
Produits différés	(1 439)	(864)
Impôts à payer	(615)	(551)
Autres passifs	(2 449)	(1 215)
	(9 755) \$	(12 833) \$

ENTRÉES HORS TRÉSORERIE

Le tableau ci-après présente les entrées de la société sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour les trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024 :

	3 mois	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Entrées d'immobilisations corporelles	403 \$	(153) \$
Entrées d'immobilisations incorporelles, exclusion faite des licences de diffusion et des immobilisations incorporelles acquises en vertu d'acquisitions d'entreprises	12	27
	415 \$	(126) \$

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

La société est exposée à un certain nombre de risques financiers, soit le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (notamment le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels au 31 mars 2025. La société n'est au fait d'aucun changement important ayant pu toucher les facteurs de risque depuis cette date.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

JUSTE VALEUR

La société a déterminé que la valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créditeurs et charges à payer et de la partie courante des autres passifs, exclusion faite de la contrepartie conditionnelle, représentait une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. C'est pourquoi aucun détail concernant leur juste valeur n'est présenté ci-dessous. La juste valeur de la facilité de crédit se rapproche de sa valeur comptable puisqu'elle porte intérêt au taux préférentiel ou au taux des acceptations bancaires plus une marge, ce qui avoisine les taux actuels qui seraient obtenus pour des emprunts assortis de modalités et d'un risque de crédit semblables. La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée à l'aide d'une évaluation de la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. La valeur comptable des avantages tangibles exigés par le CRTC et le solde à payer sur les acquisitions d'entreprises représente une estimation raisonnable de leur juste valeur puisqu'ils sont désactualisés au moyen du taux d'intérêt effectif, ce qui avoisine les taux actuels qui seraient obtenus avec des modalités et un risque de crédit semblables. Le solde à payer sur les acquisitions d'entreprises est comptabilisé au coût amorti et sa juste valeur est classée au niveau 2 et est évaluée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés à un taux d'actualisation, ajusté pour tenir compte du risque de crédit de la société, qui reflète les conditions actuelles du marché pour des instruments assortis de conditions et présentant des risques similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que le niveau de la hiérarchie des justes valeurs auquel ils appartiennent se présentent comme suit :

Au 30 juin 2025	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 495 \$				
Créances clients et autres débiteurs	78 441				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	1 883 \$	1 883 \$	— \$	— \$	1 883 \$
Instruments financiers dérivés	581	581	—	581	—
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Facilité de crédit	337 416 \$				
Créditeurs et charges à payer	84 063				
Avantages tangibles exigés par le CRTC	3 907				
Obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite	2 483				
Unités attribuées en fonction de la performance à payer	1 768				
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	573	565	—	565	—
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contrepartie conditionnelle	2 968 \$	2 968 \$	— \$	— \$	2 968 \$
Instruments financiers dérivés	6 085	6 085	—	6 085	—

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Au 31 mars 2025	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 984 \$				
Créances clients et autres débiteurs	78 396				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	1 880 \$	1 880 \$	— \$	— \$	1 880 \$
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Facilité de crédit	341 365 \$				
Créditeurs et charges à payer	77 815				
Avantages tangibles exigés par le CRTC	4 052				
Obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite	2 540				
Unités attribuées en fonction de la performance à payer	4 075				
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	174	177	—	177 \$	—
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contrepartie conditionnelle	4 997 \$	4 997 \$	— \$	— \$	4 997 \$
Instruments financiers dérivés	10 039	10 039	—	10 039	—

Évaluation de la juste valeur (niveau 3) :

	Placements	Contrepartie conditionnelle
Trimestre clos le 30 juin 2024		
Solde d'ouverture au 31 mars 2024	2 014 \$	1 708 \$
Variation de la juste valeur, compte tenu des écarts de change	9	205
Sortie	(31)	—
Règlements	—	(22)
Solde au 30 juin 2024	1 992 \$	1 891 \$
Trimestre clos le 30 juin 2025		
Solde d'ouverture au 31 mars 2025	1 880 \$	4 997 \$
Entrées	37	—
Variation de la juste valeur, compte tenu des écarts de change	(34)	(2 029)
Solde au 30 juin 2025	1 883 \$	2 968 \$

Aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation des contreparties conditionnelles et des placements au cours des trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

PLACEMENTS

La société possède des instruments de capitaux propres mesurés à la juste valeur dans des entités fermées dont la valeur a été estimée en utilisant l'approche fondée sur la comparaison des données du marché. Ce modèle d'évaluation est fondé sur des multiples du marché provenant de cours de sociétés comparables aux placements ainsi que du BAIIA attendu des placements.

Tous les instruments de capitaux propres d'une entité fermée ont été classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net.

CONTREPARTIE CONDITIONNELLE

La contrepartie conditionnelle associée aux regroupements d'entreprises est payable à la réalisation d'objectifs en matière de croissance des produits au cours d'une période débutant à la date d'acquisition et au renouvellement de contrats avec des clients. L'évaluation de la juste valeur d'une contrepartie conditionnelle est déterminée au moyen de données non observables (niveau 3). Ces données comprennent i) le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés et ii) le taux d'actualisation ajusté en fonction des risques utilisé pour actualiser les flux de trésorerie, lequel est fonction du risque associé à l'atteinte des cibles. La contrepartie conditionnelle a été classée à titre de passifs financiers et inscrite dans les autres passifs (note 11). La variation de la juste valeur a été comptabilisée dans le montant net des charges financières (produits financiers) (note 6).

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société recourt à des instruments financiers dérivés afin de gérer le risque de taux d'intérêt afférent à sa facilité de crédit.

Le tableau suivant présente le sommaire des contrats sur taux d'intérêt en cours au 30 juin 2025 et au 31 mars 2025 :

Échéance	Monnaie	Taux d'intérêt fixe (le cas échéant)	Valeur nominale initiale	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 30 juin 2025	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2025
Swaps					
31 octobre 2028	\$ CA	3,66 %	140 000	(4 999)	(5 966)
29 septembre 2028	\$ CA	3,93 %	25 000	(1 071)	(1 257)
			165 000 \$	(6 070)\$	(7 223)\$

Pour gérer son risque de change, la société a conclu des contrats de change à terme et des options. Le tableau suivant présente le sommaire des contrats sur taux d'intérêt en vigueur au 30 juin 2025 et au 31 mars 2025 :

Échéance	Type	Taux de change contractuel	Montant contractuel	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 30 juin 2025	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2025
Contrats de change à terme					
De 0 à 12 mois	Vente en \$ US	1,3372 – 1,3721	24 000 \$	18 \$	(1 821)\$
De 13 à 24 mois	Vente en \$ US	1,3292 – 1,3836	24 000	430	(848)
			48 000 \$	448 \$	(2 669)\$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Échéance	Type	Taux de change contractuel	Montant contractuel	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 30 juin 2025	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2025
Options					
De 0 à 12 mois					
Contrat à terme de rachat					
avec cible	Vente en \$ US	1,3865 – 1,4000	500 – 21 000 \$	118 \$	— \$
			500 – 21 000 \$	118 \$	— \$

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Dividende

Le 5 août 2025, la société a déclaré un dividende de 0,075 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Ce dividende sera payable le 15 septembre 2025 ou vers cette date aux actionnaires inscrits le 29 août 2025.

Nouvelle acquisition

Le 4 août 2025, Stingray a annoncé l'acquisition de tous les actifs de la société The Singing Machine Company pour renforcer ses services de karaoké à domicile et en voiture.

16. BASE D'ÉTABLISSEMENT

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes IFRS de comptabilité (les « IFRS »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers annuels consolidés audités, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Par conséquent, certaines informations, plus particulièrement celles contenues dans les notes, qui sont normalement incluses dans les états financiers consolidés dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Pour les périodes intermédiaires, les impôts sur le résultat sont comptabilisés selon le taux d'impôt qui s'appliquerait au bénéfice ou à la perte prévue pour l'exercice. Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels consolidés et aux notes y afférentes pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers consolidés intermédiaires le 5 août 2025.

b) Recours à des estimations et jugements

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Pour établir les présents états financiers consolidés intermédiaires, les jugements importants posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'information étaient les mêmes que pour les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2025.

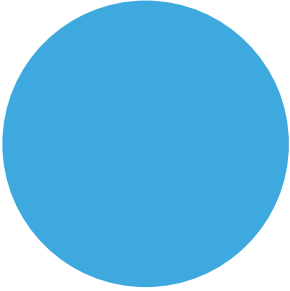
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

c) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, ce dollar étant la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.



stingray.com

